



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rennes, le 6 novembre 2015

Conférence régionale de l'investissement public Lundi 2 novembre 2015

La seconde Conférence régionale de l'investissement public s'est déroulée lundi 2 novembre sous la présidence de Patrick Strzoda, Préfet de la région Bretagne, Préfet d'Ille-et-Vilaine. Elle réunit les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, les services de l'Etat, les organismes consulaires et les représentants du monde économique et en particulier du secteur du BTP.

La Conférence avait pour objet de présenter l'impact sur le territoire régional des décisions d'investissement portées par plusieurs grands acteurs publics pour les années à venir :

- RTE investit en région Bretagne à hauteur de 45 M€ en 2015 et 111 M€ en 2016.
- SNCF Réseau, notamment à travers les travaux de la LGV, intervient à hauteur de 264 M€ en 2015, 192 M€ en 2016 et 171 M€ en 2017.
- L'ARS soutient les projets d'investissement locaux dans le secteur hospitalier et le secteur médico-social à hauteur, respectivement, de 70 M€ et 18 M€ par an.
- Bretagne Très Haut Débit est d'ores et déjà entrée dans une première phase de travaux jusqu'en 2018 (400 M€) pour la montée en débit de 32 territoires.

Ces investissements irriguent l'ensemble du territoire breton. Tous les acteurs concernés s'engagent dans des démarches visant à mieux informer le tissu économique local sur les appels d'offre à venir et à permettre aux PME d'accéder à ces marchés.

Les acteurs ont été sensibilisés sur les possibilités d'intégrer des clauses sociales dans les marchés publics et sur l'existence d'un réseau de facilitateurs animé par la DIRECCTE.

La Conférence régionale a également abordé la question du logement. Les professionnels du secteur du bâtiment ont constaté que la période de forte baisse d'activité semblait révolue.

Les acteurs du logement social, en particulier, investissent en région Bretagne près de 700 M€ par an en construction, 175 M€ en entretien et 28 M€ pour la remise en état de logements. Cette activité diffuse sur l'ensemble du territoire est essentielle pour les PME et les artisans. Selon une estimation du MEDDE, 1 M€ de travaux induit 10,5 emplois dans le secteur du bâtiment.

Les participants ont noté le contexte du projet de Loi de Finances pour 2016 qui propose un effort d'un milliard d'euros pour soutenir l'investissement public local.